

Nouveaux contrats Europe-Région-Pays sur la période 2014-2020 Contrat renouvelé entre la Région et le Pays du Centre Ouest Bretagne

Alors que les 12 premiers contrats de partenariat Europe-Région-Pays ont été adoptés en avril par l'assemblée régionale, Pierrick Massiot, Président de Région, s'est lancé dans un tour de Bretagne des signatures officielles. Le 8 juin, il s'est rendu à Motreff pour officialiser le partenariat Région-Pays du Centre Ouest Bretagne. À travers cette nouvelle vague de contractualisation¹, la Région choisit à nouveau de s'appuyer, jusqu'en 2020, sur les pays pour la mise en œuvre de sa politique d'aménagement pour l'avenir de la Bretagne. Dans le Pays du COB, une première enveloppe régionale de 5,2 M€, permettra pour la période 2014-2016, de favoriser l'attractivité économique, résidentielle et culturelle de ce grand territoire rural, en se basant sur 4 grandes priorités de développement partagées avec la Région.

Pour Pierrick Massiot, *“le développement de la Bretagne s'appuie sur tous les territoires et la dynamique de la région, toute entière, impacte et entraîne les territoires. Il est donc indispensable d'articuler développement régional et local”*. C'est tout le sens des nouveaux contrats de partenariat établis avec les 21 pays et l'association des îles du Ponant, auxquels la Région renouvelle sa confiance.

Favoriser l'égalité des territoires tout en encourageant le développement local, créateur d'emplois

La stratégie régionale vise à favoriser l'égalité des territoires mais, au-delà d'une **péréquation renforcée**, sa volonté est d'encourager le développement local, par un soutien fort à l'ingénierie des projets, et de susciter la création d'emplois dans les territoires. La Région y consacrera 266 M€ sur la période 2014-2020 auxquels viendront s'ajouter près de 122 M€ de fonds européens territorialisés.

Le contrat de partenariat Europe-Région-Pays du Centre Ouest Bretagne permettra de soutenir les projets définis autour de 4 thématiques, jugés prioritaires à la fois pour la Bretagne et pour le COB :

- > Renouveler l'**attractivité économique** en termes d'**accueil d'entreprises** et de **création d'emplois** ;
- > Faire du COB un **éco-territoire qui tende vers l'autosuffisance énergétique** ;
- > Développer une **offre culturelle et touristique**, fondée sur la **forte identité** du pays ;
- > Rééquilibrage territorial : **redynamiser les centres-bourgs et les petites villes**, en termes de **logements, commerces et services de santé**.

S'ajoute à ces 4 grandes thématiques, un axe commun à tous les contrats, qui porte sur le soutien apporté aux **services collectifs essentiels** ciblant notamment **l'enfance/jeunesse et la santé**. Dans le Pays du COB, 20 % de l'enveloppe globale y seront dédiés, dans le but de garantir le maintien et la venue de familles et de jeunes sur le territoire.

53,33 € de crédits régionaux par habitant d'ici 2016 : la plus forte dotation par habitant des 21 pays

Pour la période 2014-2016, une première enveloppe régionale de **5,2 M€** (soit 53,33 € par habitant) sera dédiée à ces priorités. Elle sera complétée, d'une part, par des **crédits européens** -notamment **1,87 M€ du programme Leader** pour soutenir les projets innovants participatifs de développement en milieu rural-, et, d'autre part, lors de la **révision des contrats courant 2016**, par une nouvelle dotation régionale.

Alors que, pour cette nouvelle génération de contrat, la Région s'est attachée à rechercher une mobilisation et une participation plus large des acteurs locaux -chefs d'entreprises, responsables associatifs, syndicats, consulaires...-, le Pays du Centre-Ouest-Bretagne devra constituer un **Comité unique de programmation**,

¹ 22 contrats de partenariat seront signés : 21 avec les pays et 1 avec l'association des îles du Ponant. Les 12 premiers ont été validés lors de la session du Conseil régional d'avril. Les suivants seront présentés au vote des élus régionaux en juin prochain.

co-présidé par la Région, représentée par **Pierre Pouliquen**, et le Président du Pays. Composée d'élus mais aussi de membres de la société civile, cette instance se réunira pour la 1ère fois le 15 juin prochain. Elle sera particulièrement impliquée dans la démarche puisque chargée d'examiner les projets, durables, pouvant bénéficier d'un soutien régional ou européen.

Le contrat de partenariat Europe-Région-Centre Ouest Bretagne 2015-2020 a été signé par :

Pierrick Massiot, Président du Conseil régional de Bretagne,
Daniel Caillarec, Président du Pays du Centre Ouest Bretagne,
Jean-Charles Lollier, Président du Conseil de développement du Pays du Centre Ouest Bretagne,
Jacques Le Creff, Président de la CC Callac Argoat, **Bernard Saliou**, Président de la CC Haute Cornouaille,
Jean-Yves Philippe, Président de la CC Kreiz-Breizh, **Benoît Michel**, Président de la CC des Monts d'Arrée,
Christian Troadec, Président de la CC Poher Communauté, **Annie Le Vaillant**, Présidente de la CC de Pleyben,
Michel Morvant, Président de la CC Roi Morvan Communauté, **Marcel Le Guern**, Président de la CC Yeun Elez.

Retour sur le soutien apporté par la Région au Pays du Centre Ouest Bretagne sur la période 2006-2013

Lors de la précédente génération de contrat, le Pays du COB a bénéficié d'une aide régionale de **14,5 M€** répartie notamment entre les volets solidarité (4,7 M€), tourisme & sport (3,7 M€), économie (1,9 M€)... Parmi les opérations aidées, on peut citer :

> La maison de santé pluridisciplinaire de Ploërdut

Cette maison médicale a permis de regrouper en un seul lieu différents professionnels de santé et de **maintenir ainsi une offre de soins courants de proximité** pour la population de Ploërdut (1 293 habitants) et des communes environnantes (position centrale au sein du canton).

Localement, comme ailleurs dans ce pays, le défi à relever est de **prévenir la désertification médicale**, de « retenir » les soignants présents et d'en faire venir d'autres, sachant que les jeunes professionnels préfèrent exercer, en début de carrière, dans des structures pluridisciplinaires.

Le bâtiment, d'une surface **487 m²**, réunit aujourd'hui une **équipe de permanents** conventionnés «Secteur 1» (2 médecins, 1 dentiste, 1 kinésithérapeute, 1 cabinet de 7 infirmiers) auxquels s'ajoutent des professionnels non-permanents (podologue, psychomotricienne, diététicienne, orthophoniste, psychologue). Le lieu est aussi ouvert aux travailleurs sociaux du secteur, aux réseaux de prévention, à un médecin et des infirmiers PMI, ainsi qu'à des professionnels d'autres réseaux de santé : gériatrie, diabétologie, cardiologie, soins palliatifs à domicile...

> L'aménagement de l'hôtel d'entreprises Ekopol à Rostrenen

La Communauté de communes du Kreizh-Breizh a entrepris en 2012 d'aménager des bureaux-relais susceptibles d'accueillir de petites entreprises. Au-delà de cette première fonction d'hébergement, la volonté de la collectivité était de construire un bâtiment tendant **vers l'énergie positive** qui puisse avoir valeur d'exemple.

Livré fin 2013, l'Ekopol de Rostrenen comprend 3 bureaux, 3 ateliers de stockage et 1 salle de réunion commune, équipée en visioconférence, permettant la mutualisation de services. Performant en terme énergétique, le projet a mis l'accent sur des **procédés d'isolation** innovants : brique enduite ou bardage douglas à l'extérieur, laine de bois ou ouate de cellulose, à l'intérieur. S'y ajoutent une ossature bois en épicea de Sitka local, des panneaux solaires photovoltaïques, un chauffage par géothermie, une ventilation double flux...

L'Ekopol fait aussi office de laboratoire d'application de procédés novateurs pour les entreprises du bâtiment (vidéo et expo permanente relatives au chantier).

L'opération, d'un coût global de 972 650 €, a été financée à hauteur de 8 % par la Région (77 211 €).

> **L'éco-quartier Ti-Coat**, à Motreff, a été financé dans le cadre du programme régional d'urbanisme durable Eco-Faur². Afin de répondre à la demande de logements, la commune s'est engagée dans la réalisation d'un nouveau quartier, accessible à tous, qui réponde à des **objectifs de mixité sociale et de construction durable**, dans la continuité des aménagements réalisés dans le bourg depuis 15 ans. Le nouveau quartier, situé au Nord, accueillera **une trentaine de logements** en réponse aux besoins évalués sur les 20 prochaines années. Les travaux ont démarré fin 2014.

Les 4 thématiques prioritaires du contrat de partenariat 2014-2020 Europe-Région-Pays du Centre Ouest Bretagne

> Renouveler l'attractivité économique en termes d'accueil d'entreprises et de création d'emplois

Même si, depuis quelques années, la démographie a tendance à se stabiliser globalement, la situation reste fragile et la population vieillissante. Il est donc essentiel pour le pays de maintenir et développer tant les services publics que les activités économiques. Sachant que le Centre Ouest Bretagne a subi de plein fouet la crise (fermetures d'entreprises et pertes d'emplois), l'objectif, aujourd'hui, est de diversifier les activités vers de nouvelles **agricultures de proximité** et, pour les nombreuses entreprises du bâtiment (800 TPE et PME), vers l'**éco-habitat**. Dans un territoire relativement enclavé, le développement des **infrastructures très haut débit** sera aussi un élément majeur d'attractivité, à condition qu'il s'accompagne d'**usages, utiles et adaptés** aux activités nouvellement implantées dans le pays.

Pourront être soutenus dans le cadre du contrat de partenariat :

- la création d'espaces immobiliers pour des entreprises artisanales, TPE ou PME, de type ateliers ou bureaux-relais ; la requalification de zones d'activités et friches industrielles ;
- le développement d'applications numériques dans les domaines de l'e-culture, l'e-tourisme, l'e-santé et la télémédecine, le télétravail et le co-working, ...
- la création de réseaux agricoles de proximité, de projets d'agri-tourisme ou de valorisation des produits locaux...
- la structuration d'éco-filières dans la construction qui utilisent les ressources locales (lin, chanvre, ardoise...)
- les actions valorisant les ressources humaines : formation et montée en compétences dans les domaines du bâtiment (projet de campus de territoire avec le lycée de Pleyben...), de l'ESS et dans les nombreuses TPE.

> Faire du Pays un éco-territoire en quête d'autosuffisance énergétique

Pour atteindre l'autonomie énergétique, le territoire du COB dispose de ressources locales (bois, éolien, biomasse) susceptibles de couvrir 50 % de sa consommation. Au-delà, la solution viendra d'une réduction significative des consommations (rénovation thermique des logements en centre-bourgs, rationalisation des déplacements...). Exemple peut être pris sur la **boucle énergétique locale** expérimentée sur Poher Communauté. Il s'agit aussi de préserver les paysages et le foncier, tout en redonnant une attractivité résidentielle aux villes et villages.

Pourront être soutenus dans le cadre du contrat de partenariat :

- le développement des filières d'énergies renouvelables et la valorisation des ressources locales : dans le **bois**, structuration de la filière ; dans l'**éolien**, acceptation locale des projets ; dans la **méthanisation** et les matières organiques, accompagnement des projets collectifs ou individuels...
- les études (Schéma de cohérence territoriale) et diagnostics concernant l'aménagement des **bourgs, friches, parcs de logements...** ; les aménagements permettant de préserver et valoriser les **espaces naturels** et la **biodiversité**.

> Développer une offre culturelle et touristique, fondée sur la forte identité du pays

Le Centre Ouest Bretagne fait partie intégrante de la **destination touristique Cœur de Bretagne-Kalon Breizh**, nouveau concept auquel il faut donner du contenu. Le territoire dispose d'un **potentiel encore méconnu** qu'il est nécessaire de mieux structurer et valoriser, notamment en ce qui concerne les **structures d'accueil**.

Côté culture, le COB est reconnu pour son **tissu associatif et bénévole très dynamique** (Les Vieilles Charrues sont passées par là), mais la population, à faible revenu, est aussi très dispersée sur le territoire. Malgré ces freins en termes de mobilité et de moyens, les publics ont, ici une propension supérieure à la moyenne nationale pour les pratiques culturelles. Il reste donc à **professionnaliser et structurer le secteur**, en particulier les services des collectivités, pour mieux répondre aux attentes des habitants et créer un **véritable service public de la culture**.

Pourront être soutenus dans le cadre du contrat de partenariat :

- **Tourisme** : la création ou restructuration d'**équipements d'animation ou d'accueil** liés au tourisme vert, de plein air... la conception et promotion de produits, séjours, activités touristiques et sportives...
- **Culture** : le maillage du territoire en **équipements**, la mise en réseau de **services publics, de filières culturelles** professionnelles, la valorisation du territoire par la langue bretonne, l'information et la médiation auprès des populations, des jeunes ...

> Rééquilibrage territorial : améliorer l'attractivité résidentielle et redynamiser les centres-bourgs

Ici comme ailleurs, l'aménagement de lotissements et d'équipements commerciaux en périphérie s'est faite au détriment de la vitalité des centres-bourgs. S'y ajoute une désaffection quasi-générale des professionnels de santé. D'où la volonté des élus locaux de s'engager dans la **réhabilitation de logements sociaux**, le **maintien de commerces** en centre-bourg, et la création de maisons médicales, favorisant de nouveau l'attractivité résidentielle des petites villes.

Pourront être soutenus dans le cadre du contrat de partenariat

- la création de « derniers » commerces de proximité et de maisons de santé pluri-professionnelles,
- la rénovation thermique ou la création de logements sociaux performants énergétiquement,
- l'aménagement de résidences sociales pour jeunes actifs...

> Soutien aux « services collectifs essentiels », commun à tous les contrats

Ces services collectifs sont essentiels au maintien des populations. Portés principalement par les collectivités, ils concernent l'**enfance, la jeunesse, les personnes précaires**. En Centre Ouest Bretagne, certaines intercommunalités ne sont pas encore dotées de services multi-accueil ou mini-crèches, déterminants, pourtant, dans le choix d'installation des familles.

Pourront être soutenus, dans le cadre du contrat de partenariat, les projets à dimension intercommunale de création de services en faveur de la petite enfance et de la jeunesse.

Le Pays du Centre Ouest Bretagne en quelques chiffres

(source INSEE)

Son territoire

- une superficie de 3 052 km²
- une densité de 32 habitants au km²
- 98 communes

Sa population :

- 97 000 habitants (en 2012), soit 3 % de la population bretonne
- évolution annuelle moyenne de la population entre 2007 et 2012 : - 0,03 % (moyenne régionale +0,74%)

La population des 15-64 ans par catégorie socioprofessionnelle en 2011

	Pays	Poids Pays / Bretagne
Agriculteurs exploitants	3 473	8,7
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	3 082	3,4
Cadres et professions intellectuelles sup.	2 327	1,3
Professions intermédiaires	7 343	2,1
Employés	10 190	2,5
Ouvriers	13 182	3,5
Retraités	7 685	3,5
Autres personnes sans activité professionnelle	9 860	2,7
Ensemble	57 140	2,8

La population des 15 à 64 ans en 2011 par type d'activité

	Pays	Bretagne
Population totale	57 140	2 022 508
Population active	39 976	1 454 873
Part de la population active (%age)	70,2	71,9
Actifs ayant un emploi	35 469	1 304 169
Part des actifs ayant un emploi (%age)	88,7	89,6
Chômeurs	4 507	150 705
Taux de chômage (en%age)	11,3	10,4

6 734 élèves scolarisés en 2013 dans le second degré (2,4 % du total des élèves scolarisés en Bretagne)
1 500 jeunes de 16 à 25 ans non insérés en 2011 (ni actifs en emploi, ni élèves, étudiants ou stagiaires). 2,7 % des jeunes Bretons dans cette situation

Les entreprises

Nombre d'entreprises créées en 2014 : 478 dont 311 auto-entrepreneurs (soit 2,5 % des entreprises créées et 3 % des auto-entrepreneurs installés, cette même année, en Bretagne)

La Région fait à nouveau le pari des Pays

Lors de la session des 9 et 10 avril derniers, les 11 premiers contrats de partenariat⁽²⁾ Europe-Région-Pays 2014-2020 et le contrat de partenariat avec les îles ont été adoptés par l'assemblée régionale. Ils permettront de soutenir les projets et stratégies de développement des territoires et, par la même, de la Bretagne toute entière. La Région montre une nouvelle fois qu'elle croit aux pays et les place au cœur de sa démarche, à l'heure où certains voudraient les voir disparaître.

Comme elle le fait depuis de nombreuses années déjà, la Région Bretagne choisit de s'appuyer, à nouveau, sur les pays et l'association des îles du Ponant, pour la mise en œuvre de sa politique d'aménagement des territoires à travers des contrats de partenariat, courant sur la période 2014-2020.

Aboutissement de plusieurs mois de **concertation** avec les acteurs locaux, la stratégie régionale vise à favoriser l'égalité des territoires mais, au-delà d'une péréquation renforcée -le Pays du Centre-Ouest Bretagne recevra quatre fois plus de dotations par habitant que le Pays de Rennes-, la volonté est d'**encourager le développement local** par un soutien fort à l'ingénierie des projets et de susciter la création de nouveaux emplois dans les territoires. Car, comme le rappelle Thierry Burlot, Vice-président en charge de l'aménagement du territoire breton, la Région est convaincue qu'**“un espace n'est jamais condamné pour peu qu'il soit porteur d'un projet”**.

Mobiliser les énergies sur le terrain par une plus forte participation

C'est pour cette raison que la nouvelle génération de contrats fait appel à une **mobilisation et une participation plus large des acteurs locaux** -chefs d'entreprises, responsables associatifs, syndicats, consulaires...-, sur le terrain, autour de projets concrets de développement. Les précédents contrats engageaient la Région, le Pays et les collectivités qui le composent et, via les Conseils de développement, la société civile. L'implication de celle-ci est aujourd'hui renforcée par la création, dans chaque pays, d'un **Comité unique de programmation** : composé d'une moitié de membres issus de la société civile, il sera chargé de mettre en œuvre la stratégie du territoire par l'examen des projets, durables, pouvant bénéficier d'un soutien régional ou européen. C'est, en quelque sorte, **le plus important budget participatif de France**, doté de près de 400 millions d'euros !

Les fonds européens territorialisés intégrés aux contrats de partenariat

Cherchant toujours les meilleures articulation et complémentarité possibles entre sa politique et les autres dispositifs financiers existants (contrat de plan État-Région, financements des Conseils départementaux...), la Région -nouvelle autorité de gestion d'une partie des fonds européens- a par ailleurs souhaité aller plus loin en intégrant, dans l'enveloppe globale des contrats, les fonds européens territorialisés.

Une **démarche innovante** sur le plan national par le **niveau d'intégration voulu entre politiques régionales et fonds européens**. Il s'agit donc désormais de contrats de partenariat Europe-Région-Pays qui permettent que toutes les enveloppes financières destinées au développement local d'un territoire bénéficient d'une même et unique gouvernance. Un partenariat observé par la Commission européenne avec une attention toute particulière car **novatrice et crédibilisant les fonds européens**.

2 Les 12 premiers contrats proposés au vote : Brest, Brocéliande, Centre-Bretagne, Centre-Ouest-Bretagne, Cornouaille, Fougères, Ploërmel-Coeur de Bretagne, Pontivy, Redon-Bretagne Sud, Saint-Malo, Vitré-Porte de Bretagne et le contrat de partenariat avec les îles du Ponant.

Ainsi aux 266 M€ que consacrent la Région à la mise en œuvre des contrats de partenariat, s'ajoutent 121,9 M€ de fonds européens⁽³⁾. Au total, une enveloppe de près de **388 M€ dédiée, entre 2015 et 2020**, à la mise en œuvre de projets qui répondent à des priorités partagées entre la Région et les pays pour le développement de la Bretagne et qui valorisent, localement, les ressources, humaines d'abord, mais aussi culturelles, économiques et environnementales de chaque territoire.

Des projets répondant à cinq priorités identifiées

Accompagnement de nouvelles filières créatrices d'emplois, renforcement des bourgs et centres-villes par l'habitat social ou les services, investissements en faveur d'écoles, d'équipements sociaux-culturels ou sportifs, de pôles de services, des mobilités (intermodalité, mobilités douces...)... Chaque projet soutenu devra répondre à l'une des 5 priorités identifiées pour l'avenir de la Bretagne :

- accompagner le développement économique et mieux accompagner les mutations,
- exploiter et valoriser davantage la vocation maritime de la Bretagne,
- développer l'accessibilité (mobilité des populations, des marchandises mais aussi de l'information et des services par les infrastructures et les usages numériques),
- préserver les ressources et accompagner la transition énergétique,
- offrir aux Bretonnes et aux Bretons des conditions de vie satisfaisantes.

Des projets durables

Les projets financés devront, par ailleurs, être porteurs de développement pour le territoire et ceux, de manière durable. Chacun d'entre eux verra donc sa "durabilité" questionnée au regard d'une grille d'analyse composée de 4 piliers :

- sa bonne **intégration au territoire** : un foncier maîtrisé et un projet facile d'accès.
- sa contribution au développement du **lien social** : un projet pour tous, favorisant le lien social, ainsi qu'une mise en valeur du patrimoine et un développement des langues régionales, de l'art et de la culture.
- sa prise en compte des enjeux de **transition écologique et énergétique** : une préservation des ressources et de la qualité de l'environnement ainsi qu'une consommation d'énergie maîtrisée.
- la **valeur ajoutée créée** pour l'économie locale.

La révision à mi-parcours

Compte tenu du contexte mouvant de réforme territoriale dans lequel évoluent les collectivités, des ajustements seront nécessaires d'ici 2020. Aussi, les contrats feront-ils l'objet d'une révision à mi-parcours, en 2017, amenant à leur réalisation selon deux périodes 2014-2016 et 2017-2020.

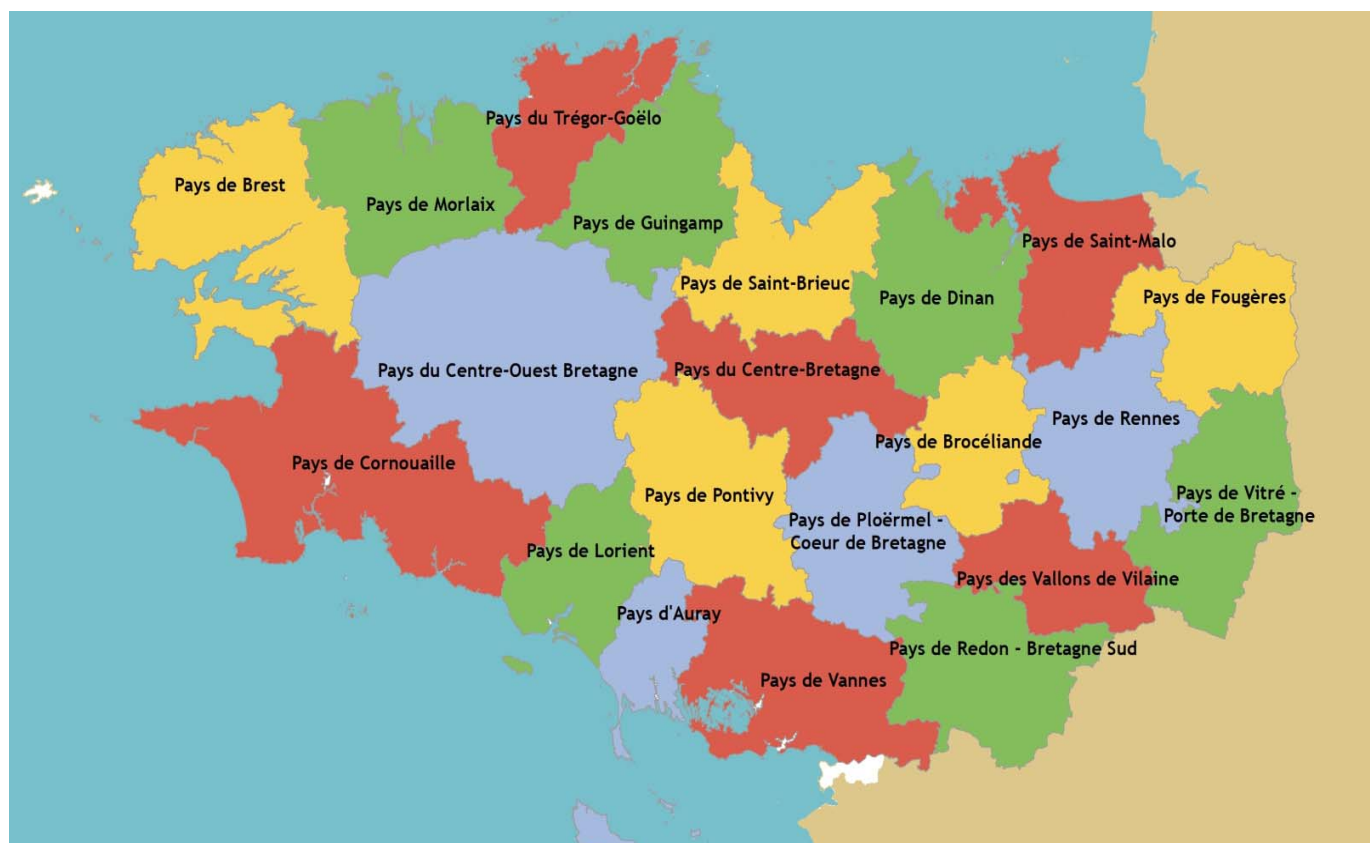
3 Les fonds européens intégrés au contrat de partenariat : 77 M€ de FEDER, 36,8 M€ FEADER dans le cadre du programme LEADER et 8,1 M€ de FEAMP territorialisé.

Le pays : un territoire de projets, soutenu par la Région pour la mise en œuvre de sa politique d'aménagement

Il y a 50 ans, était créé le premier pays de Bretagne : le Pays du Mené. Depuis, la totalité du territoire breton s'est maillé de 21 pays qui contribuent à renforcer les solidarités et sur lesquels la Région s'appuie pour construire sa politique d'aménagement.

Les pays sont des territoires cohérents à l'échelle d'un bassin de vie, organisés autour d'une ou plusieurs agglomérations ou villes moyennes qui mettent en œuvre une stratégie de développement élaborée par les acteurs eux-mêmes. Alors qu'ils réunissent toutes les collectivités locales d'un secteur donné, ils constituent des espaces de dialogue, de gouvernance. Ils contribuent à renforcer les solidarités entre les territoires qui les composent et les acteurs qui y évoluent.

La Région collabore depuis de nombreuses années avec ces territoires pour la mise en œuvre de sa politique d'aménagement. De par l'espace qu'il couvre, les collaborations entre collectivités qu'il génère, la cohésion qu'il crée, les discussions et choix qu'il provoque, le pays a été identifié par la Région comme l'espace et le collectif d'acteurs le plus efficient pour construire et définir les projets à mettre en œuvre pour le développement du territoire et de la Bretagne toute entière. Avec cette nouvelle génération de Contrats de partenariat Europe-Région-Pays, elle réaffirme cette conviction plus que jamais d'actualité.



Les 21 pays de Bretagne

Les 6 grands principes régissant les contrats de partenariat

La territorialisation

Par sa politique territoriale, la Région œuvre depuis de nombreuses années en faveur du développement de la Bretagne et de ses territoires. Elle s'appuie pour cela sur les 21 espaces de projets que sont les « pays », qui maillent l'intégralité du territoire régional et l'Association des îles du Ponant qui fédère notamment les îles bretonnes. Les pays restent le lieu de rencontre de tous les EPCI bretons et donc de toutes les communes qui les composent, le lieu de partage avec la société civile, notamment à travers les conseils de développement.

La concertation

Les pays sont aussi le lieu d'une possible et souhaitable rencontre des stratégies territoriales de la Région, mais aussi de l'État, de l'Union européenne et des départements. Ainsi, la politique territoriale régionale 2014-2020 poursuit l'ambition d'assurer le croisement entre les orientations régionales et les priorités définies par les territoires dans le prolongement des réflexions engagées en 2013 autour des « lectures régionales des dynamiques de développement ».

La contractualisation

La contractualisation régionale est mise au service de stratégies intégrées, multi sectorielles, construites dans un cadre partenarial et cohérentes avec les démarches de développement animant chaque territoire : les chartes de Parcs naturels régionaux, les Schémas de Cohérence Territoriale, les Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau, les démarches de Gestion Intégrée de la Zone Côtière...

Principal outil de partenariat entre la Région et les collectivités bretonnes, il permet l'adaptation des politiques régionales aux spécificités locales, l'équité des territoires et actions ciblées sur des zones en difficulté. Le contrat favorise également une démarche partenariale entre collectivités, organisée autour d'une vision commune du territoire et selon un principe de subsidiarité. En définitive, à travers l'engagement contractuel, c'est toute « la lisibilité et la cohérence de l'action publique » qui est favorisée.

La péréquation

Les dynamiques de développement des territoires bretons peuvent être inégalitaires. Il y a parfois de fortes inégalités, au sein même de chaque pays, au sein même des communes. La Région, dans des proportions, allant de 1 à 4, a pris en compte ces inégalités par des soutiens financiers différenciés. Elle a aussi ouvert aux pays, la possibilité de faire de même, en proposant la mise en œuvre d'un axe « rééquilibrage territorial ».

La participation

Ce contrat engage la Région, le pays, les EPCI qui le composent, mais aussi la société civile, par la signature du président du conseil de développement. Il s'agit d'affirmer que le développement des territoires passe aussi par la mobilisation des chefs d'entreprises, des responsables associatifs, des syndicats et consulaires, des bénévoles et autres professionnels, plus largement, de tous ceux qui font vivre les territoires. Le comité unique de programmation qui suivra la mise en œuvre de ce contrat de partenariat aura donc une majorité de membres issus de la société civile.

La clarification

Ainsi, est proposé un contrat de partenariat unique Europe-Région-Pays, qui a vocation à accompagner, à l'échelle de chacun des 21 pays et des Îles du Ponant, la réalisation d'actions répondant à des priorités stratégiques régionales et locales. Ces actions devront aussi clairement s'inscrire dans la durabilité. C'est la condition de l'utilité, de l'acceptabilité de ces investissements par nos concitoyens, et de l'efficacité de la dépense publique. Il revient aux collectivités bretonnes, aux acteurs publics et privés de mettre en œuvre des projets durables, respectueux de l'environnement et de la qualité de la vie.

Les contrats de partenariats 2014-2020 : mode d'emploi

La signature de chaque contrat, après son vote en assemblée régionale puis son approbation officielle au sein des pays, de chaque EPCI concerné et du Conseil de développement, lance la mise en œuvre et la programmation des projets pour la mobilisation des crédits régionaux. Des projets qui devront être en adéquation avec la stratégie et les priorités définies dans le contrat.

Plusieurs enveloppes financières

Le montant de l'enveloppe de crédits régionaux qui seront dédiés au contrat pour la période 2014-2016 est signifiée dans ce contrat à travers :

- la “Convention pour le **soutien régional aux priorités de développement**” (crédits régionaux) : les pays n'ayant pas les mêmes capacités de développement, la Région a choisi d'appliquer une péréquation à la dotation régionale des contrats de partenariat. Cette péréquation s'appuie sur 3 indices que sont le développement humain (niveau de vie, éducation, santé), le dynamisme des territoires (évolution de la population, du nombre d'actifs), et la capacité d'intervention des collectivités (potentiel financier, densité, part de population couverte par les minima sociaux).

Ainsi pour la période 2014-2016, la dotation régionale (qui s'élève à 103,3 M€ pour cette première période) accordée à chaque pays varie de 1,5 M€ (Brocéliande) à 12,8 M€ (Brest), pour une part par habitant oscillant de 14,58 € (Rennes) à 53,33 € (Centre-Ouest-Bretagne). (Cf. tableau des dotations 2014-2016 page 6).

Cette enveloppe sera complétée par des conventions spécifiques pour la mobilisation des différents fonds européens

- FEDER** (Fonds européen de développement régional) : une enveloppe régionale de 77 M€, dont 48 M€ dédiés aux pays, mobilisable pour des projets liés aux usages numériques, à la réhabilitation énergétique de l'habitat social, aux énergies renouvelables et aux mobilités. Le montant de l'enveloppe par pays sera définie dans les semaines à venir.
- LEADER** (Liaison entre actions de développement de l'économie rurale) est un programme financé par le fonds européens FEADER destiné à soutenir, en milieu rural, des stratégies innovantes définies localement, par et pour les acteurs locaux, publics et privés, dans une démarche partenariale. La Région Bretagne a choisi d'y dédier 10 % de son FEADER, soit 36,8 M€, et a souhaité que chacun des 21 pays puissent porter un programme LEADER. Fin 2014, la Région a invité tous les pays (car tous recouvrent, au moins en partie, un espace rural) à faire une proposition de programme LEADER, cohérente avec les grandes lignes stratégiques de leur contrat de partenariat Europe-Région-Pays, qui précise les enjeux et types de projets qu'ils souhaitaient voir bénéficier de ces crédits européens. Ces propositions ont été analysées par les services de la Région et ont permis de déterminer les dotations accordées à chaque pays (voir encadré page suivante).
- Le **FEAMP** territorialisé (Fonds européen pour les affaires maritimes et pêche). Un appel à projets sera lancé après que le programme opérationnel FEAMP ait été validé par la Commission européenne (été 2015).

Le comité unique de programmation pour une nouvelle gouvernance dans les pays

Pour une meilleure articulation et davantage de cohérence entre les dispositifs régionaux et européens, la Région propose que leur gouvernance soit assurée, sur chaque territoire, par une seule et même entité : le comité unique de programmation, co-présidé par la Région et le pays. Son installation constituera la première étape après la signature du contrat.

Sa composition : Il est composé pour moitié d'élus (représentants du pays et des EPCI qui le constituent) et pour moitié de représentants du privé issus du conseil de développement⁴ auquel s'ajoute le conseiller

4 Les conseils de développement sont des assemblées consultatives, formées au sein de chaque pays. Ils sont associé à

régional référent du pays, qui tous disposent d'une voix délibérative.

Peuvent par ailleurs être membre du comité, à titre consultatif, des conseillers régionaux, départementaux, ou président de Parc naturel régional dans le cas où le territoire est concerné.

Son rôle et ses missions : le comité est chargé de la mise en œuvre du contrat par l'examen des projets susceptibles d'être inscrits au contrat. Il rendra un avis concernant l'attribution des crédits régionaux (la décision relevant du Conseil régional) et sélectionnera les projets éligibles aux crédits européens.

L'analyse des projets se fera notamment au regard de leur durabilité (grille de questionnement) avec audition des maîtres d'ouvrage.

Mise en œuvre du programme LEADER

Un comité de sélection, constitué par la Région, a analysé les candidatures transmises par tous les pays fin janvier, puis défini l'enveloppe LEADER dédiée à chaque territoire en application de 3 critères : la qualité des candidatures au regard de leur pertinence et de leur capacité à répondre aux enjeux locaux (50 % de l'enveloppe régionale répartie selon ce critère), la Région a également souhaité prendre en compte les situations de fragilité en appliquant un critère de péréquation (25 %), et afin de doter chaque territoire d'un montant suffisant pour garantir un effet levier, un montant forfaitaire identique a été attribué à chaque pays (25 %).

Les enveloppes s'échelonnent ainsi de 1,08 M€ pour le Pays de Rennes à 2,2 M€ pour le Pays de Cornouaille, et de 6,15 € (Pays de Rennes) à 31,34 € (Pays du Centre Bretagne) par habitant, avec une moyenne de 15,71 €/habitant.

Pays	Dotation Leader	Dotation/habitant
Auray	1 827 357 €	20,57 €
Brest	1 924 218 €	9,98 €
Brocéliande	1 429 569 €	21,40 €
Centre Bretagne	1 558 148 €	31,34 €
Centre Ouest Bretagne	1 875 990 €	19,35 €
Cornouaille	2 206 266 €	8,63 €
Dinan	1 852 520 €	16,92 €
Fougères	1 978 316 €	23,33 €
Guingamp	1 714 736 €	17,44 €
Lorient	1 472 236 €	14,36 €
Morlaix	2 002 211 €	15,46 €
Ploërmel – Cœur de Bretagne	1 436 993 €	20,29 €
Pontivy	1 699 721 €	19,04 €
Redon – Bretagne Sud	1 907 461 €	23,54 €
Rennes	1 077 410 €	6,15 €
Saint-Brieuc	1 695 189 €	15,58 €
Saint-Malo	1 753 084 €	14,55 €
Trégor-Goëlo	2 001 515 €	20,00 €
Vallons de Vilaine	1 583 699 €	23,72 €
Vannes	1 929 682 €	14,57 €
Vitré-Porte de Bretagne	1 573 678 €	15,27

l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des projets de territoire. Ils sont composés de membres de la société civile : associations, personnalités qualifiées, citoyens volontaires...

Les dotations garanties aux pays pour la période 2014-2016

(part de crédits régionaux)

Pays	Indice de péréquation	pop INSEE 2011	dot° /h	Dotation globale
Centre-Ouest Bretagne	0,100	97 274	53,33 €	5 187 611 €
Redon - Bretagne Sud ¹¹	0,185	60 331	48,26 €	2 911 810 €
Guingamp	0,248	79 417	44,57 €	3 539 365 €
Fougères	0,309	84 026	40,96 €	3 441 601 €
Centre-Bretagne	0,321	49 637	40,24 €	1 997 617 €
Morlaix	0,321	129 350	40,19 €	5 199 026 €
Trégor-Goëlo	0,336	120 021	39,35 €	4 722 484 €
Dinan	0,354	108 816	38,26 €	4 163 619 €
Pontivy	0,363	89 031	37,72 €	3 358 477 €
Lorient	0,374	215 670	37,09 €	8 000 168 €
Cornouaille	0,379	334 557	36,82 €	12 316 964 €
Ploërmel - Cœur de Bretagne	0,399	70 196	35,60 €	2 499 232 €
Saint-Malo	0,417	164 750	34,52 €	5 687 683 €
Brest	0,446	391 151	32,81 €	12 835 228 €
Saint-Brieuc	0,461	201 416	31,92 €	6 428 322 €
Auray	0,485	87 964	30,52 €	2 684 480 €
Vitré - Porte de Bretagne	0,550	102 261	26,64 €	2 724 695 €
Vannes	0,553	207 602	26,50 €	5 501 884 €
Vallons de Vilaine	0,604	65 848	23,48 €	1 545 961 €
Brocéliande	0,612	65 977	23,01 €	1 518 245 €
Rennes	0,754	485 328	14,58 €	7 075 413 €
Ensemble des Pays de Bretagne		3 210 623	32,19 €	103 339 886 €